

PROGRAMME DE TRAVAIL 2014

NOUVEAUX DÉCIDEURS, NOUVEAUX DÉFIS

Tout au long de l'année 2014, *Notre Europe - Institut Jacques Delors* (NE-IJD) prolonge ses travaux antérieurs en se concentrant sur les thèmes au cœur de la campagne des élections européennes et de l'action de l'ensemble des nouveaux décideurs désignés au cours de l'année.

Ces travaux ont vocation à clarifier les fondements des principaux débats relatifs à l'UE, à permettre de mieux comprendre la logique des acteurs nationaux et européens concernés et à proposer des analyses et propositions visant à consolider et approfondir la construction européenne.

Ils sont développés dans le cadre des trois axes de travail « Union européenne et citoyens », « Compétition, coopération, solidarité » et « Actions extérieures européennes », sur la base des éléments de programme présentés ci-après.

1. L'« union politique » à l'heure des choix

Les « affaires européennes » concernent plus que jamais tous les citoyens et acteurs politiques en cette année d'élections européennes, qui nous conduit à concentrer en priorité nos travaux sur deux enjeux essentiels d'un point de vue politique, institutionnel et citoyen.

1.1. Choix électoraux, démocratie européenne

Notre Europe - Institut Jacques Delors prend position sur les grands enjeux internes et externes des élections européennes de mai 2014 en formulant des recommandations précises, tout en analysant les différentes alternatives proposées aux citoyens européens, sur la base des votes et décisions de la législature 2009-2014 et des programmes proposés par les forces politiques.

NE-IJD poursuit ses travaux sur la dimension démocratique de l'UE, en se focalisant sur la contribution des élections européennes au renforcement d'un espace public européen, y compris s'agissant du rôle des partis politiques et des parlements nationaux, sur les conditions d'émergence d'une citoyenneté européenne active et sur l'évolution des opinions publiques vis-à-vis de l'UE.

Les échéances électorales et politiques de l'année 2014 conduisent enfin NE-IJD à intensifier le rythme de ses « dialogues citoyens », impliquant un public large (société civile, acteurs sociaux, jeunes, etc.), notamment dans le cadre de ses partenariats avec la MACIF et le Mouvement européen - France (MEF).

1.2. L'« union politique » européenne : réalités et perspectives

NE-IJD formule des analyses et recommandations sur l'approfondissement de la **Fédération européenne d'États nations**, en prolongeant ses travaux sur l'organisation de la **differenciation politique et institutionnelle** au sein de l'UE. Il prend position sur le **mode d'articulation à établir entre zone euro et UE 28**, du point de vue institutionnel comme du point de vue des politiques mises en œuvre.

Il analyse la portée exacte de la **répartition des compétences** entre niveaux national et européen, y compris sur la base des réformes de la gouvernance économique européenne entreprises ou à venir.

Il formule des analyses et recommandations relatives au fonctionnement et à la réforme des institutions européennes, tout en poursuivant la série d'**analyses pays** illustrant la manière dont l'UE est perçue par ses différents États membres et citoyens, par exemple en Italie ou en Allemagne, **25 ans après la chute du mur de Berlin**.

1.3. Autres travaux à dimension politique, institutionnelle et citoyenne

Les travaux à dimension politique, institutionnelle et citoyenne de *Notre Europe - Institut Jacques Delors* portent également sur le **droit de libre circulation** des Européens, menacé par la montée des populismes, sur la gestion de l'**espace Schengen** et sur le contrôle des **frontières extérieures** de l'UE.

NE-IJD s'efforce également d'appréhender la **dimension culturelle et l'imaginaire** des Européens et les **dynamiques identitaires** à l'œuvre entre États membres et citoyens « unis dans la diversité ».

2. Pour une communauté économique et sociale

La crise majeure frappant les pays européens conduit *Notre Europe - Institut Jacques Delors* à concentrer ses travaux sur trois thèmes économiques et sociaux fondamentaux pour l'évolution de la construction européenne.

2.1. Vers l'union bancaire, l'union budgétaire et l'union économique

NE-IJD continue à prendre position face à la crise économique, sociale et politique en cours et sur la **réforme de l'UEM**, 25 ans après la publication du « rapport Delors ».

Une partie de ces travaux se consacrent à approfondir les conclusions du rapport du « groupe Tommaso Padoa-Schioppa » publié en 2012, notamment s'agissant de la **mutualisation de l'émission des dettes publiques**, à partir de la proposition de création d'une Agence européenne de la dette. Les travaux de NE-IJD portent aussi sur la mise en place de l'**union bancaire** et sur la création d'une **capacité budgétaire pour la zone euro**, y compris via la création de mécanismes financiers pour inciter la mise en œuvre de réformes structurelles.

Les travaux de NE-IJD se focalisent aussi sur la **nouvelle gouvernance économique européenne**, le renforcement de la surveillance budgétaire et de la coordination au sein du pilier économique de l'UEM et les conditions permettant de concilier au mieux efficacité et légitimité, au regard des compétences exercées au niveau national. Ils traitent également des **défis de l'UE en matière de R&D, d'innovation et de compétitivité**.

NE-IJD complète enfin ses travaux sur la dialectique solidarité/responsabilité mise en œuvre dans les « **pays sous-programme** », sur la base d'analyses des coûts de l'ajustement dans les pays concernés et de l'efficacité des programmes d'ajustement qu'ils appliquent ou ont appliqués.

2.2. Quelles perspectives pour « L'Europe sociale » ?

NE-IJD poursuit les travaux engagés en 2013 sur la **dimension sociale de l'UEM et de l'UE**, en accordant une attention particulière aux enjeux de la **mobilité des travailleurs** et en analysant les mesures adoptées depuis le début de la crise pour la renforcer, tout en formulant des propositions d'amélioration, y compris s'agissant du **détachement des travailleurs**.

NE-IJD analyse **l'évolution des dépenses sociales** et à son impact sur le potentiel de croissance des États membres et poursuit ses travaux relatifs aux rôles des partenaires du **dialogue social européen** et aux acteurs de **l'économie sociale et solidaire**.

2.3. Mieux dépenser ensemble après 2013

Après l'approbation du cadre financier 2014-2020, NE-IJD analyse la **mise en œuvre du cadre financier 2014-2020** et du budget communautaire, et notamment le fonctionnement des nouveaux dispositifs visant à soutenir la croissance, l'emploi et la mobilité.

Il prolonge ses travaux relatifs aux autres **modes d'euroépuration financière** (dépenses conjointes, coopérations renforcées, prêts, garanties, etc.), en

portant une attention particulière aux interventions menées par la Banque européenne d'investissement et les banques d'investissement nationales en matière de financement de long terme.

Il se mobilise pour la **création de nouvelles ressources propres** et suit les travaux du Groupe de haut niveau réuni dès 2014 dans la perspective de soumettre des propositions précises pour le réexamen à mi-parcours du cadre financier.

2.4. Autres travaux à dimension économique et sociale

Les travaux 2014 de *Notre Europe - Institut Jacques Delors* portent également sur deux autres thématiques importantes d'un point de vue économique et social.

2.4.1. Quels actes pour le Marché unique ?

Alors que l'adoption de la monnaie unique était perçue comme un moyen de contribuer au renforcement du marché unique, l'achèvement du marché unique apparaît aujourd'hui comme la composante fondamentale d'une **zone monétaire plus optimale** : c'est dans ce contexte que NE-IJD suit l'application des Actes pour le marché unique 1 et 2 et accorde une attention particulière aux enjeux de mobilité des travailleurs, mais aussi aux incidences économiques (croissance, emplois), sociales (pouvoir d'achat, droits sociaux) et fiscales de l'intégration économique européenne, tout en proposant des recommandations sur ces trois registres.

2.4.2. Vers la « Communauté européenne de l'énergie »

NE-IJD approfondit ses recommandations en faveur d'une « Communauté européenne de l'énergie » à l'occasion du renouvellement des institutions européennes. Sur la base des analyses et propositions d'une « Task Force » d'experts, il formule un ensemble de **propositions visant à rendre opérationnelle ce projet** et à renforcer la gouvernance européenne liée au développement durable, à la compétitivité et à la sécurité du système énergétique.

Ses travaux mettent également en perspective les enjeux de **politique énergétique européenne dans le voisinage de l'Europe**, aussi bien oriental à l'Est que méditerranéen au Sud. Ils contribuent à la mise en œuvre du processus européen de **transition énergétique**, dans le cadre du triptyque « Compétition, coopération, solidarité », mais également de l'action extérieure de l'UE.

3. Vers de nouvelles actions extérieures communes

Les travaux de *Notre Europe - Institut Jacques Delors* en matière d'action extérieure commune font écho à une année 2014 marquée par le renouvellement des acteurs européens, mais aussi par la mise en œuvre des conclusions du Conseil européen sur l'Europe de la défense, l'avancement des négociations du « TTIP » ou encore la préparation de l'après-stratégie de Stockholm dans le domaine migratoire.

3.1. Un agenda ambitieux d'action extérieure

NE-IJD saisit l'occasion des élections européennes du printemps prochain pour présenter une prise de position sur les **grandes priorités d'action extérieure** de l'Europe des Vingt-Huit (voisinage, politique commerciale, migrations, énergie et défense), préparée par une Task force de haut niveau rassemblant des membres de son Conseil d'administration et de son Comité européen d'orientation.

S'appuyant sur les orientations données par la Task Force, il contribuera à dégager des **orientations opérationnelles et des recommandations institutionnelles précises** au début du second semestre 2014 pour le nouveau mandat du prochain Haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères.

3.2. La politique commerciale de l'UE face à de nouveaux défis

Pour garantir la place et le rôle d'une Union européenne affaiblie par la crise économique dans un contexte d'interdépendance mondiale accrue, les Européens doivent renforcer leur stratégie commerciale. NE-IJD produit des analyses et recommandations sur le **projet d'accord commercial transatlantique** - TTIP (convergence normative, impact géopolitique, etc.) ainsi que sur l'évolution des **autres processus d'intégration régionale**.

3.3. Autres travaux à dimension internationale

10 ans après l'élargissement de 2004, NE-IJD formule des analyses et propositions visant à promouvoir une vision stratégique des relations de l'UE avec l'ensemble de ses voisins, et notamment la Russie.

NE-IJD poursuit ses travaux sur la gestion des **flux migratoires** à partir notamment de réflexions sur la mobilité comme instrument économique et la solidarité européenne en matière de droit d'asile.

Enfin, à la lumière des conclusions du Conseil européen de décembre 2013 sur la défense européenne, NE-IJD s'implique dans le débat sur l'**usage de la force** et le développement de l'Europe de la défense dans un contexte de militarisation accélérée des nouvelles puissances économiques. ●

Avec le soutien de :

